

ICONOGRAFIQUE ET DISCOURS DE PROPAGANDE POLITIQUE AUTOUR DES PRESIDENTIELLES CAMEROUNAISES DE 2018

ICONOGRAFIA E DISCURSOS DE PROPAGANDA POLÍTICA EM
TOURNO DAS ELEIÇÕES PRESIDENCIAIS CAMARONESAS DE 2018.

Michel Feugain

RESUMÉ: La société contemporaine camerounaise est en proie aux crises diverses, notamment économiques, institutionnelles, et surtout politiques. Cet article se borne à étudier la crise politique qui secoue le Cameroun depuis les dernières élections présidentielles du sept octobre deux mille-dix-huit. En effet, si ces élections ont été émaillées d'irrégularités et d'autres fraudes massives à la faveur du candidat président sortant, Mr Paul Biya, il reste que le Cameroun connaît de véritables violations de droits dont l'arrestation arbitraire de journalistes, la séquestration de la classe politique de l'opposition ainsi que la répression de tout mouvement de protestation pacifique, l'exil massif de la jeunesse d'une part et d'hommes politiques et écrivains d'autre part ne sont que les aspects visibles d'un système politique en perte de repères. Cet article exploite les discours de quelques acteurs camerounais ainsi que l'iconographie (image fixe ou mobile) que relaient aussi bien la presse écrite ou audiovisuelle que les réseaux sociaux. Au cœur de ce contexte apocalyptique de crise, le génocide encore en cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun attire le regard des organisations internationales non sans dévoiler la complicité implicite des partenaires occidentaux dont le silence ou la condamnation des atrocités tient encore de la géopolitique.

MOTS-CLÉS: Iconographie et Discours Politiques, Dictature, Adoubement, Résistance, Démocratie, Diaspora.

RESUMO: A sociedade camaronesa contemporânea está sob o domínio de várias crises, principalmente econômicas, institucionais e, sobretudo, políticas. Este artigo limita-se ao estudo da crise política que abalou os Camarões desde as últimas eleições presidenciais de 7 de outubro de dois mil e dezoito. De fato, se essas eleições foram pontuadas por irregularidades e outras fraudes maciças em favor do candidato a presidente, Paul Biya, o fato é que os Camarões estão sofrendo verdadeiras violações de direitos, incluindo a prisão arbitrária de jornalistas, o seqüestro da classe política da oposição, bem como a repressão de qualquer movimento de protesto pacífico, o exílio em massa da juventude, por um lado, e políticos e escritores, por outro, são apenas os aspectos visíveis de um sistema político perdendo o rumo. Este artigo explora os discursos de alguns atores camaroneses, bem como a iconografia (imagem fixa ou móvel) transmitida pela imprensa escrita ou audiovisual e pelas redes sociais. No centro desse contexto apocalíptico de crise, o genocídio ainda em curso nas regiões noroeste e sudoeste dos Camarões atrai a atenção de organizações internacionais, não sem revelar a cumplicidade implícita dos parceiros ocidentais cujo silêncio ou condenação das atrocidades ainda são geopolíticas.

Editor-Gerente

[Ivaldo Marciano de Franca Lima](#)

Editores

[Detoubab Ndiaye](#), Universidade do Estado da Bahia. Departamento de Educação. Campus II

[Dr. Pedro Acosta Leyva](#), UNILAB - São Francisco do Conde /Ba, Brasil

PALAVRAS-CHAVE: Iconografia; Discurso; Política; Ditadura; Resistência.

ICONOGRAPHIQUE ET DISCOURS DE PROPAGANDE POLITIQUE AUTOUR DES PRÉSIDENTIELLES CAMEROUNAISES DE 2018

Michel Feugain¹

*« Il est beau qu'un soldat désobéisse
à des ordres criminels »
Anatole France*

La démocratisation des moyens de communication va de pair avec ses corollaires de libération de la parole. Aussi, tout citoyen, tout internaute, au même titre que les spécialistes des questions politiques, religieuses et sociétaux, s'adonne à l'exercice de la liberté d'expression. La cohabitation des différentes régions qui structure le vivre-ensemble camerounais n'a jamais été aussi mise à mal que lors des élections présidentielles de 2018. Si cet exercice de la démocratie a révélé les crispations profondes de la société camerounaise, il a également permis d'observer une dissension entre certains évêques du pays et leur rapport au pouvoir politique. Basée sur un corpus au support protéiforme (vidéo, photo, audio, journaux) où émergent à la fois des discours et des images sur une coexistence à l'équilibre fragile dans la société camerounaise, l'étude que nous proposons tente d'analyser aussi bien les indices d'adoubement et de contestation du pouvoir que les indices de l'usage du pouvoir. Peut-être en abordant l'antagonisme radical par le prisme du discours et de l'image (fixe et mobile), parviendrons-nous à étayer aussi bien la contestation du pouvoir politique de Yaoundé que l'emploi d'un néologisme circonstancier qui en disent long sur une crise politique et post-électorale au Cameroun. Crise qui s'exporte au niveau international.

Sources et ressources

La question des sources citées mérite d'être posée afin que les résultats ou les interprétations qui en découleront ne soient pas pris pour autre chose que ce qu'ils sont. Et pour cause, l'étude s'inscrit dans une temporalité présente; au point que tout recul véritable ne peut être garanti. C'est le tendon d'Achille des réseaux sociaux ou même des media dites traditionnels lorsque les sources flirtent avec l'instantané comme nous le verrons au cours de

¹Docteur en Civilisation de l'Espagne contemporaine par l'Université d'Orléans. Enseignant-chercheur et Directeur de Département LEA (Langues Étrangères Appliquées) à l'Université Catholique de Lille. Ecrivain et homme de lettres, il s'investit dans plusieurs domaines de la Recherche académiques notamment la question de l'enseignement et de l'éducation en Afrique. Son approche contrastive entre les pratiques didactiques dans les manuels scolaires en occidentaux et africains lui permet d'apporter un regard critique et constructif sur l'évolution nécessaire sur ces questions en Afrique. Il dirige également les Editions Binam.

cette analyse. En effet, certains aspects du traitement des sources souffrent d'une impossibilité d'attribution de l'autorité à certains éléments du corpus, bien que nous ayons pris soin de ne rien utiliser si sa véracité n'était pas avérée. La propagation, très vite devenue virale, d'une source audio, vidéo, photographique ou même textuelle, dans le contexte actuel est problématique à l'heure de répondre aux questions: qui est l'auteur de ce photomontage, de cette photographie, de cette affiche? À qui revient le droit d'auteur d'un slogan ou même d'un néologisme? Si à cela, s'ajoute le fait que les vidéos, photographies, photomontages, slogans, néologismes sont reprises par des personnalités connues, par des personnes dont la célébrité est établie, on tombe dans la facilité de dire qu'elles en sont les auteurs. C'est un phénomène dont la propagation, pour ainsi dire, s'apparente à celle d'un dicton, d'une comptine qui naît d'une circonstance particulière et qui est reprise par une puis deux, trois, quatre, cinq personnes, ainsi de suite. Et si autrefois, ce phénomène tardait à s'étendre à une vitesse exponentielle, aujourd'hui, le haut débit, la technologie (2G, 3G et 4G) de la téléphonie mobile, des offres internet permettent une propagation à une vitesse vertigineuse. Ceci est sans doute l'une des raisons pour lesquelles il est difficile de connaître la source première d'un message. Bien que l'on puisse –en examinant le chiffrement des données cryptées ou non sous le fichier– déterminer la référence de l'appareil électronique qui a servi à la capture de la photo, de l'enregistrement du document audio-visuel, il reste difficile de déterminer l'identité de l'auteur des sources qui sont ensuite partagées par centaine, voire par centaine de milliers parfois, sur le net.

L'une des raisons supplémentaires est sans doute la spontanéité qui accompagne la création bien souvent non préméditée, ou encore, l'inconséquence induite par l'absence d'un besoin de reconnaissance. On y reviendra. Et ceci est capital pour expliquer comment l'anonymat d'un fichier peut aussi être volontaire, d'autant que le système répressif, la mise sur surveillance, sous contrôle de la population est une réalité non négligeable dans un contexte où l'État restreint drastiquement la liberté d'expression. Ce qui fait dire au président de la République que les réseaux sociaux « n'ont pour projet que la déstabilisation »² du pays. Les nombreuses menaces proférées par le ministre de l'Administration Territoriale, Paul Atanga Nji, peuvent également justifier le fait que les auteurs des sources veuillent garder l'anonymat. Dans le contrôle que le régime de Yaoundé fait de la presse et des media, il est difficile de n'y voir qu'une mise en garde à défaut d'un verrouillage de la liberté d'expression. Mr Biya réitérera, dans son message de du 10 février 2018, ce conseil « Soyez des internautes patriotes qui œuvrent

² BIYA, Paul. Discours du 10 février 2015 : Paul Biya met la jeunesse en haut. disponible sur < <https://www.237online.com/cameroun-discours-du-10-fevrier-paul-biya-met-les-jeunes-en-haut/>>. Dernière consultation : 08.12.2019

au développement et au rayonnement du Cameroun, non des followers passifs ou des relais naïfs, pourfendeurs de la République. ³ » On ne peut que souligner la crainte du chef de l'État camerounais qui a vu ses homologues être renversés par des protestations populaires relayées sur le plan international via les réseaux sociaux. ⁴

Les sources que les réseaux sociaux permettent de glaner montrent une sorte de malaise au sein de la population camerounaise. Elles mettent à nu l'état des écoles, l'état des routes, le délabrement des infrastructures les plus élémentaires. Elles montrent la vétusté des établissements publics (école, centre de santé, commissariat de police, etc.). Elles font état du courage des personnes (intellectuels, journalistes, politiques ou société civile) qui assument de parler de la guerre ouverte au Nord-Ouest et Sud-Ouest du pays, au risque de poursuite pénale par le régime de Yaoundé. Au-delà de la simple monstration, il faut y voir l'expression de vouloir faire le témoignage de ce que les media officiels éludent. L'absence ou la présence de ces indices iconographiques indiquent visiblement l'existence de ceux qui tolèrent les insuffisances, les manquements du régime et d'autres qui ont fait le choix risqué de dire, de faire voir. Cette vision antagoniste d'une seule et même réalité se transpose également dans les représentations que les camerounais hors du Cameroun se font de leur pays et de ceux qui le gouvernent.

La diaspora camerounaise: fragile équilibre entre coexistence et cohabitation

Très souvent, et non sans erreur, l'on met sous la même dénomination « diaspora » toute communauté vivant à l'étranger. Du point de vue de l'histoire, cette perception de la diaspora ne diffère pas de l'acception donnée au phénomène de la dispersion des Juifs dans le monde depuis l'Antiquité (BLOCH, 1996). Sans vouloir entrer dans un débat épistémologique sur la diaspora et ses différentes acceptions, il nous semble nécessaire d'insister sur quelques critères dignes de pertinence, si l'on veut comprendre ce que revêt le terme « diaspora » du point de vue de la conscience politique d'une communauté. En effet, si le dénominateur commun aux ressortissants d'un pays se trouvant à l'étranger est le fait d'avoir un même pays d'origine, on ne saurait dire que toutes les personnes ainsi perçues constituent la diaspora agissante. Et pour cause, nous

³ NOUBISSIE, Jean-Claude. Paul Biya à la jeunesse camerounaise : « soyez des internautes patriotes, non des relais naïfs ». 15 février 2018. Disponible sur <<https://cio-mag.com/paul-biya-a-la-jeunesse-camerounaise-soyez-des-internautes-patriotes-non-des-relais-naifs/>>. Dernière consultation : 09.10. 2019.

⁴ L'expansion des réseaux sociaux n'est pas un tropisme dans les régimes totalitaires. Ils font partie des imprévues qui contribuent à mettre en branle le musèlement dont souffraient les citoyens. En revanche, il ne s'agit pas de la même problématique dans les pays plus démocratiques où le principal problème semble celui de la protection des données et du respect de la diversité.

entendons que, se dire ou s'autodéfinir comme faisant partie de la diaspora est avant tout un acte d'engagement personnel ou collectif avec le pays d'origine, et non une contingence qui lie l'être à lieu. Et cet engagement est pluriel, puisque du fait de la multitude des personnes qui le justifient, il y a une diversité de raisons à attribuer à leur filiation patriotique. Une étude réservée à la notion de « diaspora » permettrait de démêler les méandres conceptuels que l'on peut, avec l'évolution des actions et des mentalités, distinguer en termes de construction sémantique de la diaspora camerounais.⁵ Le Cameroun étant l'un des rares pays africains – parmi lesquels la République Démocratique du Congo, la Guinée Équatoriale et le Malawi – à ne pas autoriser la double nationalité à ses ressortissants, on comprend dès lors que les rapports entre les citoyens au sein de la diaspora soient objet de débats.⁶ On verra cet aspect diasporique déteindre sur les noms, les expressions que les uns et les autres usent pour désigner et s'autodésigner. N'étant pas, la diaspora, le sujet central de notre thématique, seule l'approche évoqué ici, celle de son action, de son discours et de sa re-présentation politique sera employée tout au long de l'analyse.

Perpétuelle coexistence conflictuelle entre intellectuels, journalistes et le pouvoir politique

La forme de gouvernement la plus aboutie en termes de liberté et du respect des droits civiques des citoyens reste la démocratie. Ainsi, les régimes démocratiques promeuvent, défendent et protègent la pluralité des avis exprimés du peuple. Au contraire des régime tyranniques, autoritaires voire dictatoriaux, les personnes les plus éclairées sont généralement la cible du pouvoir. Le Cameroun n'échappe hélas pas à cette dernière observation. Les acteurs susceptibles d'être considérés comme intellectuels se caractérisent, outre leur parcours académique respectable, par leur maîtrise d'un domaine de compétence et d'expertise. Et s'ils peuvent être un phare pour le peuple, c'est essentiellement en raison de leur quête de vérité. C'est ce qui fait dire à Nkogo Ondó que: « l'intellectuel est un critique positiviste ou progressiste des valeurs, des valeurs qu'il pense qu'on doit changer en tant qu'elles ne servent pas à poser et à résoudre les problèmes de son époque » (NKOGO ONDÓ, 1998, p. 26). Si les intellectuels sont ainsi perçus, il est juste de souligner le danger qu'ils représentent pour les pays colonisés où très

⁵ Le dossier « Cameroun : drôle de diaspora », in *Jeune Afrique* du 06 octobre 2016, souligne assez bien la complexité de l'action camerounais hors du triangle national.

⁶ Signalons succinctement que le rapport très conflictuel entre les citoyens d'un même pays qui, après les indépendances – dans les années 1960 pour ce qui est des états d'Afrique francophone – est toujours d'actualité. La cohabitation peut être étudiée également de ce point de vue, et l'on se rendra rapidement compte que la plupart de responsables camerounais ont la double nationalité, pendant que son interdiction est clamée à la fois par la loi et dans les débats autour de cette question. On pourrait tenter de comprendre ceci pour également ouvrir des pistes de réflexion sur le rapport des africains à l'immigration vers l'Europe.

souvent l'ancienne puissance coloniale tire les ficelles de la politique, jugulant par ce fait même le pouvoir d'intervention de ces acteurs dans la sphère publique. Ils sont donc, si les conditions sont réunies, un gage de contrepouvoir au pouvoir politique. C'est en ce sens que l'on peut affirmer que les véritables intellectuels au rang desquels les journalistes engagés dans la quête de vérité, ont toujours été en insécurité au Cameroun. Cet état répressif plonge l'intellectuel, le journaliste, l'écrivain, l'homme de pensée dans un paradoxe: ou il pactise avec l'État ou il se place en défenseur du peuple.

Aujourd'hui, plusieurs universitaires et journalistes sont en exil. Et bon nombre ont fait de la prison ou sont en prison. Mais avant d'évoquer des cas de répression d'hommes soucieux d'établir un constat sans complaisance sur les exactions du gouvernement camerounais actuel, signalons que dès sa prise de pouvoir en 1982, des intellectuels au rang desquels l'écrivain Alexandre Biyidi, de son pseudonyme Mongo Beti a dû subir trente ans d'exil. Ambroise Kom a été incarcéré pendant quelques jours à la Brigade Mixte Mobile, à la suite d'une table ronde ayant pour thème « la littérature politique au Cameroun » organisée à l'université de Yaoundé, et dont le compte rendu fût publié dans *Cameroon Tribune*, le 11 mars 1987. Dans ce contexte, il est difficile de parler d'une coexistence ou même d'une cohabitation apaisée entre les universitaires, les journalistes qui critiquent la gouvernance du Renouveau des quinze premières années.

En ancrant l'analyse sur des faits historiques concrets, on observe que les enseignants, pour espérer avoir un salaire devaient s'affilier au parti, tenir des discours et défendre le parti, aucune critique n'est autorisée. C'est bien plus tard que la neutralité fut tolérée, non sans suspicion. On se souvient par exemple des exactions du recteur Peter Agbor Tabi, notamment des interdictions de cours, suspensions de salaires, affectations irréflechies d'enseignants, conseil de discipline, blocage des dossiers, recours à l'armée, menace physique sur des enseignants dans les couloirs.⁷ S'il faut parler de coexistence entre les hommes de pensée, les journalistes, universitaires et le pouvoir du Renouveau, c'est effectivement sous le ramage d'une cohabitation conflictuelle. Pour cela, il nous suffit de rappeler l'entretien que Mr Biya donne en France 1987, et dans laquelle il reconnaît que son régime procédait -déjà à ses débuts- à des « abus » et autres « dérapages policiers »:

Question: Monsieur le Président, quelques journalistes sont l'objet, ces derniers temps, des tracasseries policières. Est-ce une remise en cause de la politique du Renouveau?

⁷ Collectif. **La misère intellectuelle au Cameroun**. Paris & Montréal : L'Harmattan 2000. p. 10.

*Le président Paul Biya: Cher Monsieur, d'abord je tiens à dire que la politique du Renouveau (...), est une politique que nous entendons poursuivre (...). Mais vous savez qu'il arrive des dérapages policiers ou des abus (...). C'est, comment dirais-je, de petits accidents de parcours qui n'entachent en rien la volonté de libéralisation et de la démocratisation.*⁸

Ces propos illustrent assez bien les atteintes à la vie des citoyens traqués et épiés de toutes parts. Si l'on se replace dans le contexte d'alors, c'est-à-dire, celui d'un État dont le président vient d'échapper à un coup d'État, on comprend forcément le sens que peuvent revêtir les aveux du président lorsqu'il parle de « petits accidents de parcours ».

Le 16 octobre 2012, l'Organisation des Nations Unies transmettait à l'Agence France Presse (AFP) un rapport qui déplorait la mise en danger de la liberté d'expression au Cameroun. Ledit rapport s'appuyait sur des missions de trois Ong: PEN International, Committe to Protect Journalists et Internet sans Frontières. Dans leur communiqué, on note bien une coexistence laborieuse, voir conflictuelle entre les écrivains, les journalistes, car au Cameroun, être « un écrivain ou journaliste [...] est risqué » et « de nombreuses lois pénales punissent les écrivains et les journalistes en raison de leur travail, autorisent les détentions provisoires de longue durée dans des prisons surpeuplées, la torture systématique, et favorisent l'inexistence de procès équitable ». ⁹ Il s'en suit une expatriation forcée du pays. Ce qui fait dire à J. Rémy Ngonu « On ne choisit pas son exil¹⁰ ». D'autre part, le pouvoir religieux camerounais, sous la colonisation, après l'indépendance jusqu'à notre jour entretient également avec le pouvoir politique une relation très spécifique.

Pouvoir religieux et politique: des positions révélatrices de conflits

L'histoire officielle du Cameroun part d'une situation biaisée dès le départ. Et avec le recul, on remarque que les crises qui secouent la société camerounaise trouvent leur essence dans l'héritage coloniale (protectorat allemand en 1884, puis britannique et française en 1916). Nous verrons comment le déchirement de la société camerounaise depuis 2016 se fonde radicalement sur l'opposition « anglophones » contre « francophones ». On est obligé de constater que les divergences profondes de ce pays viennent d'une pseudo identité historique. Il

⁸ BIYA, Paul. (Entretien à l'issue de sa visite d'État en France le jeudi 17 mai 1987). Cameroun tribune. N° 3 867 des 10 et 11 mai 1987, p. 2.

⁹ Le Monde avec AFP, « La liberté d'expression est en danger au Cameroun », in <https://www.lemonde.fr>, du 17 octobre 2012, [der. consul. 24.04.19].

¹⁰ Le Monde avec AFP. La liberté d'expression est en danger au Cameroun. 17 octobre 2012. Disponible sur <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/10/17/la-liberte-d-expression-est-en-danger-au-cameroun_1776464_3212.html>. Dernière consultation : 24.04.19.

est, de notre point de vue, contenance de se définir exclusivement au Cameroun comme étant anglophone ou francophone. Car cela impliquerait qu'avant l'invasion coloniale à la suite de l'esclavage, les peuples de cette partie du monde n'existaient simplement pas, et n'avaient pas d'identité propre. Il en va de même des rivalités religieuses au sein de la population. Bien que filles de la colonisation, la religion chrétienne et la religion musulmane sont des religions qui se vivent dans la fraternité au Cameroun. Le Grand Nord est majoritairement musulman alors que le Centre-Sud est majoritairement chrétien¹¹. Malgré cette répartition, on ne peut pas légitimement parler de conflits religieux entre musulmans et chrétiens.¹² Pour voir la rivalité entre les hommes de foi au Cameroun, c'est au cœur de la chrétienté qu'il faut la chercher.¹³ On constatera que la fraternité chrétienne au Cameroun est soumise à la dure réalité des rivalités ethniques et tribales. Les évêques de Yaoundé, Douala, Bafoussam agissent non pas en accord avec les préceptes de la fraternité mais plutôt selon leur affinité avec le pouvoir politique.¹⁴

Outre cela, l'ère Biya est caractérisée par une disparition macabre des personnalités de l'Eglise. Le dernier cas en date concerne Mgr Jean-Marie Benoît Bala, l'évêque de Bafia (10 mai 1949-31 mai 2017). Inhumé le 3 août 2017 à la suite d'un suicide controversé, car retrouvé mort à 80 Km de Yaoundé laissant sur le siège de sa voiture cette lettre « Je suis dans l'eau ». Après s'en suivront des profanations de sa tombe ainsi que du livre ouvert pour recueillir des témoignages des fidèles. L'enquête piétine. Et si l'Etat parle d'un suicide, l'Eglise récuse cette version.¹⁵ Mais il faut dire que ces morts demeurent comme une constance sous le règne de Paul Biya :

[...] la mort de plusieurs intellectuels laïcs et religieux, notamment celle des universitaires Bernard Nanga auteur d'un roman d'abord censuré et du jésuite Engelbert Mveng, est ressentie par toute la communauté universitaire comme une profonde injustice et considérée comme des actes d'une cruauté inqualifiable, perpétrés par des hommes sans cœur ni tête, au détriment de la pensée.¹⁶

¹¹ Signalons tout de même que c'est au XXe siècle, après plusieurs hésitations qu'en 1918, le peuple bamoun, sous la houlette du roi Njoya, se convertit à l'islam. Lire IMBERT, Jean. **Le Cameroun**. Paris : Puf. 1973, p. 11.

¹² Nous ne négligeons pas le fait que les dignitaires étrangers de ces religions tempèrent ou non l'animosité larvée entre les pratiquants de ces croyances, dans l'intérêt d'une géopolitique où les forces néo-coloniales dictent leurs quatre volontés.

¹³ Pour approfondir sur le sujet, lire l'ouvrage collectif, *Politiques Africaines 35 : L'argent de Dieu* (1989 ; s.l. : Khartala.

¹⁴ Nous conseillons BAYART, Jean-François et MBEMBE, Achille. La bataille de l'archidiocèse de Douala. Dans Collectif. *Politiques Africaines 35 : L'argent de Dieu*. s.l. : Khartala. 1989. pp. 77-84.

¹⁵ La Croix. Au Cameroun, la tombe de Mgr Jean-Benoît Bala, profanée. Disponible sur < <https://africa.la-croix.com/cameroun-tombe-de-mgr-jean-benoit-bala-profanee/>>. Dernière consultation : 08.12.2019.

¹⁶ Collectif. *La misère intellectuelle au Cameroun*. Paris & Montréal : L'Harmattan 2000. p. 9.

Si les crimes odieux commis contre les laïcs indépendants, les universitaires, les religieux ont entaché la première moitié des trente-six ans de pouvoir du président Biya, il en va de même pour la seconde moitié.¹⁷ N'ayant aucune prétention à l'exhaustivité, nous ne pouvons que signaler la posture de l'Eglise – au Cameroun sur les élections présidentielles de 07 octobre 2018 – qui a été marquée par deux prises de positions diamétralement opposées. D'une part l'archevêque de Yaoundé, Mgr Mbarga qui apporte son soutien au président sortant, et accusera les fidèles d'avoir profané un lieu saint, justement parce qu'après les élections, à la suite du contentieux électoral qui portait sur les fraudes massives¹⁸ ainsi que sur des nombreuses irrégularités ayant entaché le scrutin, ils ont eu l'outrecuidance de dire non au « Hold Up électoral ». ¹⁹ D'autre part, il y a Mgr Samuel Kleda, l'archevêque de Douala et président de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun, dans une posture complètement différente. En effet, bien avant les élections, il laissait clairement entendre que: « Si Biya aime ce pays, il devrait plutôt se retirer ». ²⁰ Ces deux postures au plus haut sommet de l'épiscopat camerounais parlent de la discorde et des relations plus ou moins conflictuelles entre le religieux et le politique.²¹

Le 07 octobre 2018: branle-bas national et international

Le 07 octobre 2018, se tenaient au Cameroun des élections présidentielles dans un pays déchiré par la guerre, en ses régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (désormais No-So dans e texte). Si aucun candidat n'a pu y faire campagne, il faut reconnaître (via les images-vidéos publiées à longueur de journée sur les réseaux sociaux) que les rues de ces régions sont restées

¹⁷ Cet état de fait n'est pas une exclusivité du pouvoir de Yaoundé, si l'on en croit l'analyse de ZANZALA, Serge Armand. Congo : Scandale pour les chrétiens et folie pour les Congolais. Dans Mediapart du mardi, 16 avril 2019, le président Congolais serait à l'origine de la disparition de plusieurs évêques. L'auteur parle de Denis Sassous Nguesso comme étant « le gourou d'une loge maçonnique ». La littérature historique camerounaise a régulièrement souligné la porosité entre la foi des chrétiens au sommet de l'Etat et leur appartenance à des loges maçonniques ou à la Rose-Croix. Au besoin, lire DOUGUELI, Georges. Les francs-maçons au pied du mur. Dans son dossier **Jeune Afrique** du 02 mars 2016.

¹⁸ Vidéo. Le Pr. Alain Fogue a d'ailleurs fait la démonstration lors du contentieux électoral en exhibant les procès-verbaux frauduleux. Disponible sur <https://youtu.be/2g9Os_UWNi8?t=501>. Dernière consultation : 24.04.19.

¹⁹ OWALSKI, Kand. Vers l'exclusion de Mgr Jean Mbarga, l'archevêque de Yaoundé ? 31 octobre 2018. Disponible sur <<https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/features/Vers-l-exclusion-de-Mgr-Jean-Mbarga-l-archev-que-de-Yaound-449726>>. Dernière consultation : 08. 12.2019.

²⁰ MBAKOP, Guy Merlin. Mgr Samuel Kleda : « si le président Paul Biya aime ce pays, il devrait plutôt se retirer ». 7 décembre 2017. Disponible sur <<https://africa.la-croix.com/mgr-samuel-kleda%E2%80%89-president-paul-biya-aime-pays-plutot-se-retirer/>>. Dernière consultation : 08.12.2019.

²¹ Camerounweb. Guerre entre Mgr Kleda et Mgr Mbarga : un prêtre tranche l'affaire. 31 octobre 2018. Disponible sur <<https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Guerre-entre-Mgr-Kleda-et-Mgr-Mbarga-un-pr-tre-tranche-l-affaire-449729>>. Dernière consultation : 08.12.2019.

désertes. À elle seule, cette réalité aurait dû conduire à l'annulation de la tenue des élections.²² Élections qui n'auraient pas dû se dérouler pendant que de dizaines de milliers de personnes ont déserté leurs foyers; chassés, pour les uns par des groupes sécessionnistes et pour les autres, en fuite et persécutés par les forces de l'ordre et de la sécurité nationale notamment l'armée, la gendarmerie, la Brigade Rapide d'Intervention (désormais BIR dans le texte), etc. Les élections se sont tenues au Cameroun, exprimant ainsi le mépris du pouvoir politique à l'égard d'une partie du pays. Et ce n'est pas sans raison que le candidat SDF (Social Democratic Front), Josuah Oshi, lors du contentieux électoral dira, parlant des populations du No-So: « La raison pour laquelle ils n'ont pas voté, c'est parce qu'ils sont anglophones. Cela, monsieur le président, ça s'appelle l'apartheid. Et je pèse mes mots. Et nous ne sommes plus dans les considérations de droits de l'Homme, nous sommes déjà au-delà, ça devient criminel.²³»

Il faut reconnaître que depuis 2016, les protestations sociales et corporatistes, au lieu d'inviter le gouvernement à l'écoute de son peuple, ont plutôt emmené ce dernier à le réprimer par la force et la répression militaire, appliquant « sans état d'âmes » les instructions du président Paul Biya en fin de mandat:

Maintenant que le chef de l'Etat a formellement haussé le ton, le ministre Joseph Beti Assomo a dû donner des détails sur ce que l'Armée va faire dans les deux régions. Voici ce qu'il a dit: « L'ordre a été perturbé, nous sommes employés à le rétablir. Aujourd'hui, nous sommes bien au-delà du maintien de l'ordre, nous sommes devant la menace d'un autre genre. Lorsqu'il y a une menace spéciale, il faut également une réponse spéciale. C'est ce qui va se passer, nous allons densifier le dispositif sécuritaire.

Aussi bien pour ce qui est de la gendarmerie, pour sécuriser les armes, que des autres composantes des forces de défense et de sécurité. Ce dispositif va également porter sur (...) des actions civilo-militaires en direction des populations

Ces mots, et non des moindres, témoignent à suffisance de l'impossibilité d'une tenue d'élections sur le plan nationale, au du moins, des raisons de leur remise en cause totale ou partielle. Non nonobstant cet état de guerre que bien des organismes internationaux, notamment, Amnesty International²⁴ ont souligné, les élections ont eu lieu, traînant avec elles leurs éternels

²² D'après la commission nationale de décompte des votes, le taux de participation de la région était de 15,94 %, et 5 % dans le Nord-Ouest ». Lire Le Point. Cameroun: Paul Biya réélu président dans un pays morcelé. 22.10.2018 Disponible sur < https://www.lepoint.fr/afrique/election-presidentielle-cameroun-paul-biya-reelu-dans-un-pays-morcele-22-10-2018-2264882_3826.php>. Dernière consultation : 08.12.2019.

²³ « Contentieux électoral : Maurice Kamto veut aller plus loin », in <https://camerounweb.com>, 19.10.2018, [Der. consul. 24.04.19].

²⁴ Amnesty international. Une tournure tragique. Violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du Cameroun. 12. juin 2018. Disponible sur <<https://www.amnesty.org/fr/documents/afr17/8481/2018/fr/>>. Dernière consultation 08.12.2019. Ou Amnesty international. Une tournure tragique. Violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du

lots d'irrégularités et de fraude massive. Si dès le 08 octobre, Maurice Kamto, l'un des candidats sérieux au président sortant a réclamé la faveur des urnes, il reste que la décision du conseil constitutionnel proclamera Mr Biya comme vainqueur avec un score de 71,28 contre 14,23 pour son challenger. Le journal *Le Point* s'illustrera par ces propos : « un résultat sans grande surprise »²⁵ car ce score correspond à un sondage publié par une agence financée par l'un des tenants du régime.²⁶ Et derechef, le malaise due à la fraude électorale parcourt le pays.²⁷ Le 30 octobre 2018, Cabral Libii, l'autre candidat malheureux de la présidentielle déclarera: « Le président proclamé élu, n'a pas été élu par le peuple camerounais. Il a été élu par l'administration, Elecama et le conseil constitutionnel.²⁸ ». Maurice Kamto, « le président élu » – comme aime à le nommer Bibou Nissack le porte-parole du parti de MRC (Mouvement pour la Renaissance du Cameroun) – va initier une série de mesures pour manifester pacifiquement contre la spoliation du pouvoir dont il se sent investi d'après le recoupement que son équipe fait des procès-verbaux rendus publics dès la fermeture des bureaux de vote et le dépouillement des résultats:²⁹

Maurice KAMTO	: 1.320.824 voix	soit	39,74 %
Paul Barthélémy BIYA'A BI MVONDO	: 1.278.514 voix	soit	38,47 %
Cabral LIBII LI NGUE	: 349.423 voix	soit	10,51 %
Joshua OSHI	: 189878 voix	soit	5,71 %
Adamou NDAM NJOYA	: 1.320.824 voix	soit	2,13 %
Garga Haman ADJI	: 58248 voix	soit	1,75 %
Franklin NDIFOR	: 23687 voix	soit	0,71 %
Serge Espoir MATOMBA	: 1704 voix	soit	0,59 %
Akéré MUNA	: 12262 voix	soit	0,37 %

Cameroun. 12. juin 2018. Disponibles sur <<https://www.amnesty.org/fr/documents/afr17/8481/2018/fr/>>. Dernière consultation 08.12.2019.

²⁵ Le Point. Cameroun : Paul Biya réélu président dans un pays morcelé. 22.10.2018 Disponible sur <https://www.lepoint.fr/afrique/election-presidentielle-cameroun-paul-biya-reelu-dans-un-pays-morcele-22-10-2018-2264882_3826.php>. Dernière consultation : 08.12.2019.

²⁶ Cf. les minutes : 4 :40 :00 à 4 :41 :40 sur 5 :21 :31, in www.youtube.com/watch?v=yp61XO1vjaU; [der. consul. 24.04.19].

²⁷ On se souviendra des faux observateurs de Transparency International : Raphaël Kalfon ; Salomon Benros ; Amanda Benzikri-Levy ; Hubert Haddad ; Nurit Greenger invités par le Gouvernement sur la CRTV, pour légitimer la fraude. Un extrait de leur réaction sur youtu.be/_22K-18cwps?t=26, (08.10. 2018) avant que l'agence officielle, par la voix de sa présidente, Patricia Moreira ne déclare : « Les individus apparus dans les différents reportages diffusés dans les médias camerounais n'ont aucune affiliation avec Transparency ». Lire BATAMAG, Emmanuel. Présidentielles 2018 : un groupe de faux observateurs de Transparency International démasqués au Cameroun. 11.10.2019. Disponible sur <<https://www.afrik.com/presidentielle-2018-un-groupe-de-faux-observateurs-de-transparency-international-demasques-au-cameroun>>. Dernière consultation 08.12.2019.

²⁸ BIHINA, Fred. Cabral Libii: Le président proclamé élu n'a pas été élu par le peuple camerounais mais par l'administration, ELECAMA et le Conseil Constitutionnel. 30 octobre 2018. Disponible sur <<http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-cabral-libii-le-president-proclame-elu-na-pas-ete-elu-par-le-peuple-330294.html>>. Dernière consultation 08.12.2019.

²⁹ Les articles 113 et 115 du *Code Electoral Camerounais* garantissent la possibilité de connaître le vainqueur de l'élection présidentiel que proclamera le Conseil Constitutionnel.

Aussitôt, la cohabitation entre pouvoir et opposition se fragilise davantage. Le pouvoir réprime. Le peuple vit dans une terreur sans nom. L'appel à une marche pacifique ne fait pas foule, car le peuple est atterré et garde en souvenir les multiples enlèvements et tortures, à la suite de la moindre manifestation. Au lieu que les véritables raisons de cette non-mobilisation, à savoir la peur et la terreur, soient relevées, certains estiment que le manque de mobilisation est la preuve que le candidat de l'opposition Maurice Kamto n'a pas eu la faveur des urnes. Paradoxalement, les forces de l'ordre, la police et la gendarmerie barricadent les voies d'accès aux sièges du MRC³⁰, notamment à Odza et à Douala. Alors que les élections législatives approchent, les adhérents et futurs adhérents de ce parti sont séquestrés et pourchassés par la police. A cela s'ajoutent des refus systématiques d'autorisation à manifester ou même à tenir une conférence. Des cas de pillage au siège de ce parti en vue de juguler son extension sur le plan national sont légions, comme ce fut le cas à Bertoua.³¹ Cet aspect est capital si l'on veut faire une étude des arguments du RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais), parti au pouvoir qui clame à qui mieux mieux que le MRC ne peut pas avoir gagné parce qu'il n'a pas de base dans le maillage territorial.

On l'aura compris, les élections du 07 octobre 2018 rentreront dans l'histoire du Camerounais comme étant la manifestation cristallisant à la fois les ferveurs les plus antagonistes, aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Si à l'intérieur du pays, le régime veille à ce qu'aucune voix ne s'élève, il reste que la diaspora joue un rôle inattendu dans la propagation des images quant aux violations des droits de l'Homme au Cameroun. Depuis le 24 novembre 2018, certains activistes politiques camerounais ont fait le choix de manifester dans les capitales occidentales, en Afrique (Maroc, Afrique du Sud, Sénégal, etc.) pour faire savoir et faire connaître au monde les réalités électorales et post-électorales au Cameroun. Le Contentieux électoral a été retransmis en direct à la télévision via la chaîne nationale, CRTV (Cameroon Radio and Television). Il est disponible sur YouTube.³² Le régime de Biya emploie aujourd'hui tous les mécanismes de dissuasion pour réprimer l'opposition. Dans cet ordre d'idée, dans un communiqué publié le 5 avril 2019, le ministre de l'Administration Territoriale (MINAT), Paul Atanga Nji, a menacé – dans un langage peu

³⁰La dépêche. Politique : le siège du MRC assiégé à Yaoundé par les forces de l'ordre. 23 février 2019. Disponible sur <<https://lequatriemepouvoir.com/politique-le-siege-du-mrc-assiege-a-yaounde-par-les-forces-de-lordre/>>. Dernière consultation : 24.04.19.

³¹Dailynewscameroon. Le siège du MRC cambriolé à Bertoua. 14 février 2017. Disponible sur <<https://www.dailynewscameroon.com/le-siege-du-mrc-cambriol-bertoua-2/>>. Dernière consultation : 24.04.19].

³² Cameroon Football#237#. Contentieux électoral pour l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 en direct. Diffusion en direct du 17 octobre 2017. Disponible sur <https://youtu.be/2g9Os_UWNi8?t=501>. Dernière consultation : 24.04.19.

commun, eu égard à sa fonction, par conséquent, nous n'en citerons que le fragment potable – de suspendre le parti de Maurice Kamto:

Si les dirigeants du MRC, pour qui, défier l'autorité de l'Etat est devenu le sport favori, persiste à créer des troubles à l'ordre public en organisant des manifestations non autorisées ayant pour objectif de provoquer des remous sociaux aux conséquences imprévisibles, le MINAT se verra dans l'obligation d'appliquer les dispositions de la Loi No 90/56 du 19 décembre 1990 relative aux partis politiques.³³

En 2018, cette traque de la liberté d'expression au Cameroun fragilise l'idée même d'une cohabitation entre la société civile et le pouvoir, surtout en période électorale ou – comme il est ici question – en période post-électorale. Pour n'avoir pas relayé ou partagé le point de vue du gouvernement, sur la crise qui a dégénéré en « guerre civile » d'après Mimi Mefo³⁴, cette dernière a connu la prison dès le 7 novembre 2018 pour avoir brisé l'omerta sur la mort d'un pasteur américain par l'armée régulière.³⁵ Elle en garde un souvenir douloureux et dénonce l'action répressive du gouvernement:

Since the escalation of the Anglophone crisis, the regime has been using anti state laws including anti-terror and cybercrime laws to intimidate, threaten, and silence the media. This has led many in my profession to self censor media content. I stopped publishing information on facebook and my website for several months because of constant threats and intimidation. [...] Press freedom is imperative for me and my organization. I have to continue doing my job, without fear of being intimidated or arrested. As we speak, the anglophone crisis remains highly under reported: journalists are not guaranteed safety when travelling to conduct investigations, and access to information remains a major problem. The government bullies and intimidates journalists when they get reactions from protagonists or the opposition. Freedom of expression here is not enough, the press has to be free as well. This award represents the slow but sure steps Cameroon is taking towards press freedom. The mobilisation of journalists, during my arrest and after, tells me that the media landscape is taking the bull by the horns.

With or without the government, we will get there. This award is for those who stood and have continued to stand for press freedom. It will give me more impetus to advocate for press freedom and for the release of my colleagues in jail. It is also a reminder that I must continue to work with objectivity and

³³ NDOUMBE, Nathan. Cameroun – Climat politique : Owona Nguini et Dieudonné Essomba favorables à la dissolution du MRC ! 7 avril 2019. Disponible sur < <https://actucameroun.com/2019/04/07/cameroun-climat-politique-owona-nguini-et-dieudonne-essomba-favorables-a-la-dissolution-du-mrc/>>. Dernière consultation 08.12.2019.

³⁴ Les arrestations de deux journalistes, Mimi Mefo de Equinoxe Tv et Michel Biem Tong, cyber-journaliste s'inscrivent dans l'actualité brûlante aussi bien au Cameroun qu'à l'étranger. Mimi Mefo Takambou a été enfin relâchée le 10 novembre 2018, grâce à la pression et à la mobilisation des activistes de la diaspora.

³⁵ Le Monde avec AFP. Au Cameroun, une journaliste anglophone écrouée à la prison de Douala. 08 novembre 2018. Disponible sur <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/08/au-cameroun-une-journaliste-anglophone-ecrouee-a-la-prison-de-douala_5380671_3212.html>. Dernière consultation : 20.04.2019.

balance, and continue to be a voice for the voiceless. Journalists are like messengers. They are bearers of messages; good or bad. Do not scold, threaten or arrest a journalist whose lone objective is to inform. (...).

When the government tries to control content, it is an outright attack on press freedom. A government which imprisons a journalist is weak, scared of being exposed. The place of a journalist is not in prison: it is on the field and in the newsroom.³⁶

Au regard de la violation des droits humains y compris celle de la liberté d'expression, on peut dire que le peuple camerounais est aujourd'hui en ébullition parce qu'il est en quête de quelque chose. Quelque chose qu'il n'a pas ou ne connaît pas. Car comme disait Voltaire « On ne peut désirer que ce qu'on ne connaît pas. » On ne connaît pas la liberté de manifester pacifiquement au Cameroun. C'est la raison pour laquelle, un prévenu dira, lors de son audition du 2 avril 2019: « S'il fallait me donner le choix de vivre au Cameroun ou ailleurs, je crois que le Cameroun viendrait en dernière position. J'implore madame le président de rendre la justice, seulement la justice !³⁷ »

De la protestation à la gestion génocidaire au Nord-Ouest et au Sud-Ouest

Le tout part d'une revendication et des protestations des enseignants et des magistrats, en 2016. Sur le campus de Buea, les étudiants ont été escortés comme des bagnards, traînés dans la bouée séquestrés et obligés de ramper dans les rigoles insalubres par les forces de l'ordre et les éléments spéciaux de la BIR. C'est une atteinte grave à l'intégrité physique et psychique de ces personnes qui ajoute à la consternation et radicalise les opinions, même les plus modérées. Une étape franchie dans l'ignominie se produit le 1^{er} octobre 2016, lorsque l'armée camerounaise massacre des manifestants pacifiques marchant uniquement avec l'arbre de la paix, comme symbole de leur revendication. On parle d'au moins cent morts.³⁸ D'après les témoignages des évêques du diocèse de Bamenda, c'est depuis les hélicoptères que l'armée tirait sur des adolescents et des personnes âgées.

Dans la première partie de cette analyse, nous évoquons l'héritage coloniale comme étant l'une des causes majeures de la discorde entre les camerounais. C'est dans ce sens que l'on

³⁶ MEFO TAKAMBOU, Mimi. This award is not just for me, but also for others who continue to stand up for press freedom. 04.04. 2019. Disponible sur < <https://www.indexoncensorship.org/2019/04/awards-mimi-mefo-speech/>>. Dernière consultation 08.12.2019.

³⁷ BIBOU NISSACK, Olivier. Crimes odieux contre le droit à la cour d'appel du centre ! 07.04.2019. Disponible sur < www.facebook.com/groups/LCCLC/permalink/2591839914237869/>. Dernière consultation : 08.12.2019.

³⁸ Le Monde Afrique. Cameroun : A Bamenda, le 1er octobre, les balles pleuvaient sur nous comme si nous étions des criminels. 17 octobre 2017. Disponible sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/17/cameroun-a-bamenda-le-1er-octobre-les-balles-pleuvaient-sur-nous-comme-si-nous-etions-des-criminels_5202065_3212.html>. Dernière consultation : 08.12. 2019.

peut lire dans *Le Monde Afrique*, la cause profonde des massacres au Nord-Ouest et au Sud-Ouest:

En octobre 2016, les avocats anglophones ont commencé à descendre dans les rues pour exiger la pleine application de la Common Law, le système juridique hérité de la colonisation britannique. Un mois plus tard, enseignants, étudiants et habitants suivaient le mouvement pour dénoncer la « *francophonisation* » du système éducatif et la marginalisation dont ils se disent victimes.³⁹

Dans un contexte aussi tendu, alors que le dialogue aurait permis d'aller vers une décrispation, même la condamnation de la violence par le chef de l'État depuis Genève n'y changera rien. Il faut le savoir, au Cameroun, pour être autorisés de publication, les journaux sont sommés et mis en garde de façon permanente. Alors que des ONG dénoncent ces exactions, la parole est refusée aux manifestants, le gouvernement via son ministre de la communication et porte-parole du gouvernement « fait le tour des médias pour menacer les journalistes de poursuites y de suspensions s'ils donnaient la parole aux séparatistes.⁴⁰ » C'est par la CNN que les médias occidentaux prennent connaissance des atrocités en cours au Cameroun. Une chape de plomb pèse sur certains médias français qui ne font état d'aucune esquisse d'information. Les manifestations à Paris y compris devant le siège de France Télévision ne briseront pas cette chape de plomb. Cette attitude n'est pas sans rappeler la censure de l'essai *Main basse sur le Cameroun*, de Mongo Beti, sous la France de Pompidou. Ce qui fait dire aux activistes de la Brigade Anti Sardinard que le silence élyséen est un silence complice. Comme si finalement la FrancAfrique n'avait pas bougé pour ce qui est de son soutien aux gouvernements dictatoriaux dans les pays francophones d'Afrique. C'est du moins ce que l'on peut lire sur les banderoles que les activistes centrafricains, togolais, ivoiriens, congolais en solidarité lors des mouvements camerounais de protestations à Paris. Il faut aussi souligner à grands traits qu'aucun chef d'État africain encore moins occidental n'a assisté à la cérémonie de prestation de serment comme on n'a pu le constater pour le cas du Ghana, du Sénégal ou encore de la RDC. L'Élysée n'a officiellement pas reconnu la énième reconduction frauduleuse de Biya à la présidence du Cameroun, laissant libre court à l'interprétation complotiste d'une France qui soutiendrait le dictateur, dans une correspondance privée. C'est ce que reprennent les affiches de la BAS, en Occident. Cet état de fait embarrasse l'Élysée qui confirme avoir adressé des félicitations à Biya

³⁹ *Id.*, Pour comprendre cette marginalisation, il faut observer que depuis la réunification jusqu'en 1996, les peuples du Nord-Ouest et Sud-Ouest qui ont tous suivi une scolarité en anglais, une fois terminé le lycée, intégraient des universités à valence francophone dans le reste du pays.

⁴⁰ *Id.*

pour sa réélection et précise « qu'elle [la lettre de félicitation] n'avait pas vocation à être rendue publique, ce qui explique qu'on n'en trouve pas de trace ailleurs. »⁴¹ Ce qui montre bien l'embarras dans lequel le énième mandat de Biya place Emmanuel Macron.

Après le braquage électoral du sept octobre 2018, les opposants camerounais vont entrer en résistance. Le but étant d'utiliser le droit international pour attirer le regard de la communauté internationale sur la gestion antidémocratique sur le plan politique; et génocidaire sur le plan de la répression des revendications des citoyens dans les régions du No-So. La diaspora militante va faire voir et faire savoir ce qui se passe au Cameroun. Les chancelleries s'expriment à demi-mot sur l'atteinte à la dignité humaine au Cameroun. Les Américains utilisent les systèmes de géolocalisations pour établir l'exactitude des lieux ainsi que les responsables des incendies à la fois sur des civiles et contre les édifices publics notamment des centres de santé dans le No-So. Le Gouvernement, par la voix de son porte-parole Issa Tchiroma Bakari, fait dire que les tueries contre les civiles se déroulent au Mali. Et une fois confondu par ces preuves via les satellites, il admet avoir outrepasser les bornes.

La mobilisation contre les abus dans le No-So a permis de découvrir plusieurs talents artistiques, des jeunes camerounais qui, via des vignettes décrivent les exactions telles que des enlèvements et des séquestrations. C'est le cas notamment de Cédric Kenfack⁴² avec ses affiches au slogan invoquant l'arrêt des hostilités « Cameroon : Stop Killing, Stop Horror ! Solve the anglophone crisis now » (l'image est un fond noir traversé de lettres blanches serties du rouge qui dégouline en sang versé).

Des photomontages vont dans la caricature la plus extrême faisant des représentations du couple Biya des vampires qui saignent le Cameroun avec leurs dents taillés à cet effet. Le Cameroun est en rouge frappé de la croix blanche sur et autour duquel le sang gicle à profusion. Le slogan est « Paul Biya! ASSASSIN/ Le Suisse: Complice ». En arrière-plan, on peut observer les civils blessés notamment Célestin Djamen et Me Michèle Ndoki, après avoir essuyé les tirs de la police et de la BIR lors de la marche pacifique du 26 janvier 2016, à Douala.

Il faut dire que l'activisme contre le pouvoir au Cameroun prend de plus d'ampleur, les appels à manifestations sont fréquents, continus et ininterrompus. Depuis le 24 novembre 2018, les camerounais de la diaspora ont marché dans les villes occidentales, certains pour condamner

⁴¹ CF (abréviation de CoupsFrancs). La preuve que la lettre de Félicitation de Macron à Paul Biya est fausse. 30.10.2018. Disponible sur <<https://www.coupsfrancs.com/la-preuve-que-la-lettre-de-felicitations-de-macron-a-paul-biya-est-fausse/>>. Dernière consultation : 08.12.2019.

⁴² Lecèd (pseudonyme de KENFACK, Cédric). 45 Days of cartooning for Justice and Peace in Anglophone Regions- Cameroun. Disponible sur <https://www.facebook.com/LeCedOfficiel/?__tn__=%2Cd%2CP-R&eid=ARDc1Y2LOGjxjvy89krTEVmbSfY94oc-mZbQ83kE66MZpwEP_hLCv9R4Rulux5OcPeIJ2Rh6DAZ6C4Hv>. Dernière consultation : 08.12.2019.

les citoyens qui soutiennent la dictature, d'autres pour exiger le départ du dictateur, et de façon conjointe pour demander l'arrêt de la guerre dans les régions du No-So. La date du 13 avril se présente comme un défi au pouvoir de Yaoundé qui détient les membres du directoire du parti ayant eu la faveur des urnes lors de la dernière consultation électorale.

Il faut interpréter le saccage des ambassades du Cameroun, à Paris⁴³ et à Berlin comme étant la réponse de la BAS aux tirs et à la répression physique et violente des citoyens le 26 janvier 2019. Le texte de cette autre affiche montre combien les positions se durcissent malgré les mises en garde du MINAT et des interdictions de manifester le 13 avril 2019:

« Message aux forces de l'ordre pour la marche du 13 avril:/⁴⁴ URGENT !! Ceci est une mise en garde à l'égard de:/ BIR, GSO, GMI, POLICE, GENDARMERIE et Bien d'autres.../ Sachez que Tous [sic.] Camerounais brutalisé ou victime d'une tracasserie policière va engendrer les conséquences ci-après:/ Sur le plan national: insécurité permanente pour vous et vos familles, / Début et intensification des opérations coups de poing sur toute l'étendue du territoire camerounais/ Sur le plan international:/ Prise des ambassades du Cameroun dans la DIASPORA./ Ceux qui rendent une révolution pacifique impossible/ rendront une révolution violente inévitable »

Voici en peu de mots, ce que l'on peut relever sur les affiches et les banderoles, les camions publicitaires réquisitionnés et diffusant en boucle dans les grandes villes (Toronto, Montréal, New-York, Londres, Paris, etc.) les exactions des milices, de l'armée et des forces de l'ordre contre les populations civiles: Les slogans « Non au Hold Up! », « Non à la guerre au NOSO », « Libérez les journalistes! » « Non au massacres dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest »; « Non à l'injustice et au non-respect des droits de l'homme au Cameroun ».

Par leurs actions, la BAS fait suspendre l'aide de l'Allemagne au Cameroun. A ce titre, on se souviendra de la charge du Dr Christoph Hoffman du Parti Démocrate Libéral, à l'Assemblée Nationale Allemande, le 11 octobre 2018, sur la crise politique au Cameroun, « des personnes brûlées vives, (...) 3000 personnes sont en fuite... »⁴⁵ La diaspora camerounaise ainsi que les activistes politiques auront porté un coup sérieux à la carapace du Régime. Le monde a

⁴³ Dans un communiqué de presse datant du 24.04.19, le bureau du porte-parole de Maurice Kamto, relaye l'information obtenue auprès du Procureur de la République de Paris, Monsieur Rémy Heitz qui fait dire à son vice-procureur Mme Rachel Bray que l'Ambassade du Cameroun à Paris n'a instruit aucune requête à la suite de la dégradation survenus dans leurs locaux. Ce qui contrevient à la campagne de propagande que le régime distille localement via les médias officiels.

⁴⁴ Dans cette citation le / marque le saut à la ligne.

⁴⁵ NGONO, J. Rémy. La Brigade Anti-Sardinards fait suspendre l'aide de l'Allemagne au Cameroun. 12.12. 2018. Disponible sur < <https://www.coupsfrancs.com/la-brigade-anti-sardinards-fait-suspendre-laide-de-lallemagne-au-cameroun/>>. Dernière consultation :08.12.2019.

le regard tourné sur le Cameroun dont la situation humanitaire a été à l'ordre du jour le 13 mai 2019, au Conseil de sécurité des Nations unies.

Conclusion

L'équilibre des pouvoirs est une équation dans laquelle la parole libre, le respect des droits humains structurent le vivre-ensemble et la cohabitation dans un pays. Par le truchement des réseaux sociaux, des médias (presses écrites, vidéos, etc.), nous nous proposons de donner à comprendre la société camerounaise dans une période bien particulière de son histoire. Nous avons montré avec soin le traitement calamiteux et génocidaire des problèmes politique et social au Nord-Ouest et Sud-Ouest Cameroun. Il en ressort de l'étude que les réseaux sociaux jouent un rôle majeur dans la liberté d'expression d'où la propagation à l'échelle internationale des actes de barbarie à la solde de l'Etat et le piétinement des conventions internationales et des éventuelles condamnations qui commencent à inscrire le régime de Biya dans un isolement international certain. Contrairement à la présentation orale, nous avons préféré préserver la sensibilité du lecteur que de montrer des images des corps calcinés, des têtes coupées, des charniers et autres atrocités perpétrées contre une partie du peuple. Alors que nous mettons en forme ces lignes, l'Union Africaine vient de condamner l'Etat du Cameroun. Le Parlement Européen vient, en treize points, de dire son désaccord sur les différentes violations des droits que nous avons développées lors des échanges en plénière, à l'université de Valenciennes. Ne serait-ce que pour cela, on ne peut que saluer l'exigence de la recherche en sciences humaines dans son effort de comprendre le monde contemporain. La situation apocalyptique au Nord-Ouest et au Sud-Ouest Cameroun nous a obligé à mentionner l'adresse d'une association locale qui aide les victimes dans ces régions⁴⁶. Et pour le mot de la fin, nous laissons le soin au sénateur, Victor Mukete de proposer une piste pour résoudre définitivement la crise qui fracture le Cameroun de ces dernières années: « Le système a échoué, la fédération est le seul moyen. Dix états fédérés pour que chaque région puisse gérer ses affaires⁴⁷ », à défaut du dialogue inclusif, du désarmement total de part et d'autre, tel que prôné par la coalition emmenée par Maurice Kamto.

⁴⁶Fondation AYA. ayahfoundation@gmail.com. Tel : 00237 693 21 25 73 ou 00237 671 17 71 11. <<https://ayah-foundation.org/>>. Dernière consultation :08.12.2019.

⁴⁷ MUKETE, Victor. Le système a échoué...Je m'en fous, allez le dire à Paul Biya. 10.04.2019. Disponible sur <<https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Le-syst-me-Biya-a-chou-Je-m-en-fous-allez-dire-Paul-Biya-460579>>. Dernière consultation : 08.12.2019.

Références bibliographique

BAYART, Jean-François et MBEMBE, Achille. **La bataille de l'archidiocèse de Douala.** In: **Collectif. Politiques Africaines 35 : L'argent de Dieu.** s.l. : Khartala. 1989. p. 77-84.

BLOCH, Jean-Richard. **Destin du siècle.** Paris : PUF, 1996.

COLLECTIF. **Politiques Africaines 35 : L'argent de Dieu.** s.l. : Khartala. 1989.

COLLECTIF. **La misère intellectuelle au Cameroun.** Paris & Montréal : L'Harmattan 2000. p. 9.

IMBERT, Jean. **Le Cameroun.** Paris : Puf. 1973, p. 11.

DOUGUELI, Georges. **Les francs-maçons au pied du mur.** Dans son dossier **Jeune Afrique** du 02 mars 2016.

NKOGO ONDÓ, Eugenio. **L'humanité en face de l'impérialisme.** Leon : Autoédition, 1998.
Collectif. **La misère intellectuelle au Cameroun.** Paris & Montréal : L'Harmattan 2000. p. 10.

ZANZALA, Serge Armand. Congo : Scandale pour les chrétiens et folie pour les Congolais. In: **Mediapart** du mardi, 16 avril 2019.

Recebido em: 04/07/2019

Aprovado em: 11/11/2019